



# Assemblée générale

Distr. générale  
13 décembre 2011  
Français  
Original : anglais

## Soixante-sixième session

Point 146 de l'ordre du jour

### Aspects administratifs et budgétaires

### du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

## Rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011

### Rapport du Secrétaire général

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Exécution du mandat . . . . .	4
A. Considérations générales . . . . .	4
B. Exécution du budget . . . . .	5
C. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées . . . . .	8
D. Cadre de budgétisation axée sur les résultats . . . . .	9
III. Exécution du budget . . . . .	21
A. Ressources financières . . . . .	21
B. Informations sommaires concernant les virements entre chapitres . . . . .	22
C. Répartition mensuelle des dépenses . . . . .	22
D. Autres recettes et ajustements . . . . .	23
E. Contributions non budgétisées . . . . .	23
IV. Analyse des écarts . . . . .	23
V. Exécution du budget : stocks stratégiques pour déploiement rapide . . . . .	25
VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre . . . . .	27



## Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 (exercice 2010/11) et l'objectif de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante.

### Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Personnel civil	34 738,2	34 185,2	553,0	1,6
Dépenses opérationnelles	33 432,4	33 931,5	(499,1)	(1,5)
<b>Montant brut</b>	<b>68 170,6</b>	<b>68 116,7</b>	<b>53,9</b>	<b>0,1</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	5 136,5	5 374,3	(237,8)	(4,6)
<b>Montant net</b>	<b>63 034,1</b>	<b>62 742,4</b>	<b>291,7</b>	<b>0,5</b>
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>68 170,6</b>	<b>68 116,7</b>	<b>53,9</b>	<b>0,1</b>

### Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés <sup>a</sup>	Postes prévus	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) <sup>b</sup>
Personnel recruté sur le plan international	107	87	70	19,5
Personnel recruté sur le plan national	252	249	229	8,0
Postes de temporaire <sup>c</sup>				
Personnel recruté sur le plan international	6	6	6	–
Personnel recruté sur le plan national	23	23	22	4,3

<sup>a</sup> Effectif autorisé le plus élevé.

<sup>b</sup> Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes prévus, mois par mois.

<sup>c</sup> Financés au moyen des crédits prévus à la rubrique personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Le présent rapport rend également compte de l'utilisation faite des stocks stratégiques pour déploiement rapide pendant l'exercice en question.

### Utilisation des stocks stratégiques pour déploiement rapide

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011)

<i>Catégorie</i>	<i>Livrés<sup>a</sup></i>	<i>Dépenses</i>
Stocks stratégiques pour déploiement rapide	35 284	14 098

<sup>a</sup> Valeurs de remplacement.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre VI du présent rapport.

## **I. Introduction**

1. Présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 5 mars 2010 (A/64/698), le budget pour l'entretien de la Base de soutien logistique de Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 s'élève à 72 017 800 dollars (montant brut) (montant net : 66 598 400 dollars). Dans son rapport (A/64/660/Add.12), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que le budget proposé soit réduit d'un montant brut de 3 847 200 dollars.

2. Dans sa résolution 64/270, l'Assemblée générale a approuvé un montant brut de 68 170 600 dollars (montant net : 63 034 100 dollars) pour l'entretien de la Base de soutien logistique pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011. L'intégralité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

3. Dans sa résolution 56/292, l'Assemblée générale a souscrit au concept de stocks stratégiques pour déploiement rapide et à son application, tel que présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 mars 2002 (A/56/870), pour une mission complexe et a approuvé un montant de 141 546 000 dollars au titre de ces stocks. Dans sa résolution 57/315, elle a prorogé jusqu'au 30 juin 2004 la période de validité de la décision qu'elle avait prise en ce qui concerne les ressources approuvées. En outre, dans sa résolution 59/299, elle a approuvé l'utilisation des économies provenant de la liquidation d'engagements d'exercices antérieurs relatifs aux stocks stratégiques pour déploiement rapide et du solde inutilisé pour couvrir les pertes de change et les dépenses afférentes à la reconstitution des stocks et a également approuvé l'intégration des coûts de reconstitution de ces stocks dans le montant des dépenses autorisées conformément au paragraphe 1 de la section IV de sa résolution 49/233A. Au paragraphe 9 de la section VI de la résolution 64/269, l'Assemblée générale a décidé que, si une décision du Conseil de sécurité concernant la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix l'obligeait à engager des dépenses, le Secrétaire général était autorisé, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif, à utiliser les stocks stratégiques pour déploiement rapide disponibles jusqu'à concurrence d'une valeur de 50 millions de dollars, les stocks devant être reconstitués lorsque le crédit initial aurait été ouvert. Ces stocks ont pour but de permettre de déployer des missions rapidement et de réduire les délais de livraison du matériel dont les missions ont immédiatement besoin lorsqu'elles sont créées ou élargies. Ils constituent un mécanisme dynamique qui est constamment reconstitué et évalué pour veiller à ce que le matériel réponde aux besoins changeants des opérations.

## **II. Exécution du mandat**

### **A. Considérations générales**

4. À l'origine, le Département des opérations de maintien de la paix utilisait le Dépôt de l'Organisation des Nations Unies, d'abord situé à Naples puis transféré à Pise (Italie). Ce dépôt avait été créé pour abriter le matériel devenu disponible après la liquidation de la première Force d'urgence des Nations Unies en 1956. La Base de Brindisi est opérationnelle depuis la fin de 1994.

5. Le mémorandum d'accord concernant l'utilisation de ces locaux par l'Organisation a été signé par le Secrétaire général et le Gouvernement italien le 23 novembre 1994. Un premier additif au mémorandum a été signé le 7 décembre 2001 et concerne le don de trois nouveaux entrepôts, et un second additif, signé le 4 août 2008, porte sur la cession par le Gouvernement italien de locaux et de terrains supplémentaires à la Base de soutien logistique. Le Gouvernement italien examine actuellement un projet de troisième additif relatif à la cession d'autres installations.

6. La Base a pour objectif général de favoriser le fonctionnement efficace et rationnel des opérations de maintien de la paix.

7. Dans le cadre de cet objectif général, la Base a contribué, durant l'exercice considéré, à une réalisation en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, qui présentent les réalisations et les produits en fonction d'un regroupement autour des pôles fonctionnels suivants : services logistiques; services des transmissions et de l'informatique; services d'appui; et unités hébergées, lesquelles comprennent le Service intégré de formation, la Force de police permanente et le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires.

8. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2010/11, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

## **B. Exécution du budget**

9. Au cours de l'exercice considéré, la Base s'est acquittée des tâches suivantes :

a) La deuxième phase de l'établissement à Valence (Espagne) de la Base d'appui des Nations Unies, qui consistait à installer dans les locaux du matériel de l'Organisation, a été achevée. En ce qui concerne la troisième phase, l'installation, la configuration et les tests du matériel du bâtiment du centre de données ont également été menés à bien, la mise en service progressive de la Base d'appui devant s'achever en juin 2012 au plus tard;

b) Le programme de construction du complexe de la Base de soutien logistique, y compris du bâtiment B, qui doit abriter un centre de données et des bureaux, se poursuit et devrait être achevée en juin 2012 au plus tard.

10. Les services logistiques et les services d'appui ont mené à bien les activités suivantes :

a) Entreposage, maintenance, réception, inspection, livraison et rotation des véhicules, du matériel et des fournitures techniques et de tout le matériel nécessaires au déploiement et au fonctionnement des missions de maintien de la paix;

b) Remise en état des véhicules, groupes électrogènes et appareils de climatisation devant être versés aux stocks de réserve de l'Organisation ou redistribués aux missions de maintien de la paix;

c) Supervision stratégique de tous les vols intermissions des opérations de maintien de la paix, y compris fourniture de services d'appui aux vols spéciaux, et analyse de l'utilisation faite des avions et hélicoptères par toutes les opérations de maintien de la paix afin d'assurer une gestion efficace de la flotte et des contrats et le respect des contrats d'affrètement conclus par l'Organisation;

d) Fourniture des services d'appui au sol nécessaires aux mouvements d'aéronefs à la Base de soutien logistique, y compris pour le compte du Programme alimentaire mondial (PAM);

e) Formation au déploiement rapide et aux techniques de conception de modules de 125 membres du personnel de la Base de soutien logistique, qui feront partie des équipes d'appui des missions;

f) Coordination et animation de 220 stages de formation dispensés à 2 858 participants;

g) Lancement du service intégré d'appui opérationnel aux missions en matière d'achats et de passation de marchés, projet du Département de l'appui aux missions mené dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions afin d'apporter un appui renforcé en matière d'achats et de passation de marché aux missions politiques spéciales disposant de peu ou de pas de moyens dans ce domaine. Dans le cadre de cette initiative, le pouvoir d'effectuer des achats pour le compte du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, y compris la Commission mixte Cameroun-Nigéria, a été délégué au Directeur de la Base;

h) Mise en place d'un système de surveillance à la Base d'appui des Nations Unies de Valence, comprenant l'installation de caméras intérieures et extérieures et d'un système de contrôle d'accès;

i) La deuxième phase du projet de modernisation du système électrique, qui consiste à installer un réseau électrique de moyenne tension, a débuté et devrait s'achever en juin 2012 au plus tard;

j) La première phase du projet d'acquisition et d'installation d'un système d'alimentation ininterrompible dynamique, qui assurera en permanence une alimentation électrique de secours au complexe informatique (bâtiments A et B), a été achevée;

k) La première phase des travaux de rénovation du bâtiment 228 a été achevée.

11. Le Centre des opérations aériennes a continué d'apporter son appui aux missions, pour ce qui est du contrôle et du suivi des vols des transports aériens stratégiques et de certains vols transportant des personnalités. Le regroupement des ressources du Groupe des opérations aériennes et du Centre a en outre permis d'obtenir des synergies qui ont renforcé les capacités du Centre en matière de couverture opérationnelle, de tracé de vol et d'analyse de l'allocation des ressources.

12. Le Centre de gestion du système d'information géographique a mis en place et administré un référentiel sécurisé de données et de bases de données géographiques des missions, dont il a effectué la réplique à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Le Centre a également mis en place un outil de visualisation de

données géospatiales mondiales dans le cadre du système Earth des Nations Unies et a achevé la sélection, l'acquisition et l'installation et la configuration de la banque d'images et du catalogue des Nations Unies, où seront réunies les images provenant de toutes les missions. Le Centre a en outre apporté une assistance technique à la configuration et l'administration de systèmes et de bases de données géospatiales à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA) et à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO); il a fourni appui et formation à la MINUAD pour l'extraction de données et la production de cartes et a prêté assistance à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour l'établissement de données topographiques et de cartes et à la MINURSO pour la prospection d'eaux souterraines.

13. Le Centre des normes et études techniques a mis à jour et administré la base de données techniques en ligne et la partie technique du catalogue des stocks stratégiques pour déploiement rapide et a mis en place la bibliothèque en ligne des normes, qui donne accès à toutes les normes techniques internationales. Le modèle de planification des camps a été continuellement mis à jour de façon à inclure les caractéristiques techniques relatives à toutes les activités de planification technique, y compris les contrats-cadres universels et la passation de commandes de stocks pour déploiement rapide. Une nouvelle version a été établie et est actuellement en cours de mise à jour. Le Centre a apporté un appui *in situ* à la MONUSCO, l'UNSOA, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) et le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) dans le cadre de projets techniques. Il a également mis au point six cahiers des charges standardisés à l'intention de toutes les missions et apporté son appui à la MINUS pour la planification de la mission qui lui succédera au Soudan du Sud.

14. En dernier lieu, le Centre a apporté son appui à la planification et à la conception de la partie technique du module de camp prédéfini de 200 personnes, dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions, et a mis au point 11 modules techniques.

15. Le Service des communications et des technologies de l'information a mené à bien un certain nombre de projets importants, parmi lesquels figurent :

- a) La deuxième phase de la Base d'appui des Nations Unies à Valence. Ce site a progressivement démarré des activités de production, en tant que centre secondaire actif de communications et d'informatique au service des missions de maintien de la paix;
- b) Le transfert intégral du matériel de réseau dans le bâtiment A;
- c) Le transfert de tous les services téléphoniques vocaux de l'ancien système de commutation à un système par Internet, ce qui permet d'accroître la fiabilité et la disponibilité des services et de répondre aux nouvelles normes techniques;
- d) L'obtention de la certification ISO 27001 pour une nouvelle année pour le centre de données de la Base, ainsi que pour le téléport, qui n'avait pas auparavant été certifié;
- e) La disponibilité, dans plus de 99 % des cas, des services du centre de données et de télécommunications (voix, données et visioconférence).

**Unités hébergées*****Service intégré de formation***

16. Le Service intégré de formation a amélioré la formation préalable au déploiement dispensée au personnel civil en associant différentes méthodes lors de l'élaboration des cours. Cinq cent trente-deux membres du personnel ont été formés pour être déployés dans des missions. En outre, le Service a introduit le concept d'équipe itinérante de formation pouvant être rapidement déployée pour fournir aux missions en phase de démarrage ou de transition des conseils sur les pratiques optimales en matière de conception, de mise au point et d'activités de formation.

***Force de police permanente***

17. La Force de police permanente a apporté son appui à la composante police de la MINUS, de l'ONUCI, de la MONUSCO, de la MINUAD et du Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine. Elle a également prêté assistance à des organismes, fonds, programmes et missions politiques spéciales des Nations Unies, dont l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime au Sénégal, au Libéria et en Sierra Leone, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République arabe syrienne et a apporté son appui à l'établissement d'une composante police au sein de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI), du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Tchad.

***Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires***

18. En raison de retards de recrutement, le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires est devenu pleinement opérationnel en juin 2011. Il a organisé un exercice visant à renforcer l'esprit d'équipe, en coopération avec la Force de police permanente et le Service consultatif du droit pénal et des questions judiciaires du Département des opérations de maintien de la paix, en vue de mettre à profit les enseignements acquis en matière de déploiement rapide. Il a également mis au point une note directive sur les processus et procédures de déploiement rapide, y compris les activités préparatoires, les procédures de déploiement et les structures hiérarchiques. En juin 2011, le Corps permanent se préparait à effectuer son premier déploiement à l'appui du démarrage d'une nouvelle mission de maintien de la paix – la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) –, l'objectif étant de déployer ses effectifs dans les jours suivant la réception d'une demande.

**C. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées**

19. La Base de soutien logistique a assuré des liaisons par satellite et apporté un appui informatique pour deux séances de formation organisées par le PAM à la Base de San Vito. Le Service des communications et des technologies de l'information a en outre continué à apporter son appui aux services de téléphonie par Internet et de transmission de données de l'Entrepôt de fournitures humanitaires des Nations



Unies du PAM. Le Centre international de calcul et l'UNOPS ont bénéficié de services dans les domaines de l'informatique de bureau, de la téléphonie par Internet et des réseaux informatiques.

20. La coopération avec d'autres organismes s'est diversifiée et renforcée, des services d'informatique et d'appui aux conférences ayant été fournis aux entités suivantes : l'Office des Nations Unies à Nairobi, le PNUD, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Vienne, le Tribunal pénal international pour le Rwanda, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le Bureau des Nations Unies au Burundi, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, la Commission économique pour l'Afrique (CEA), le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Ministère du développement international du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Institut africain de développement économique et de planification, le Programme de Volontaires des Nations Unies, l'Union africaine, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation internationale du Travail, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, l'Organisation internationale de normalisation, l'Université des Nations Unies, la Banque mondiale, l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Centre international de calcul, la Cour pénale internationale, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Organisation mondiale du commerce, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, le Bureau de l'informatique et des communications, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et la Stratégie internationale de prévention des catastrophes de l'ONU.

## D. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

### Composante appui

**Réalisation escomptée :** Efficience et efficacité accrues de l'appui en matière d'administration, de technologies de l'information et des communications et de logistique prêté par la Base de soutien logistique aux opérations de maintien de la paix, à d'autres missions et à ses propres services

#### *Indicateurs de succès prévus*

1. Mise en place, organisation et animation de stages de formation technique, opérationnelle et logistique à l'échelle mondiale, à l'intention des personnels des missions, des services du Siège et

#### *Indicateurs de succès effectifs*

16 stages de formation sur l'approvisionnement, les transports, le génie, la logistique et les services d'information géographique ont été conçus, mis au point et menés à l'intention de 26 participants de 9 missions de

des organismes, fonds et programmes des Nations Unies (2010/11 : 20 stages)

2. Formation préalable au déploiement reçue par tout le personnel civil des Nations Unies en transit, fondée sur les supports de formation standard des Nations Unies (2010/11 : 300 personnes)

3. Maintien de la disponibilité des stocks stratégiques pour déploiement rapide (2009/10 : 97 %; 2010/11 : 97 %)

4. Installation du système CarLog sur tous les véhicules faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide

5. Maintien du délai moyen avant l'expédition des stocks stratégiques et de la réserve de matériel de l'ONU par la Base, depuis l'établissement des demandes de livraison jusqu'à leur expédition (2008/09: 38 jours; 2009/10 : 18 jours; 2010/11 : 18 jours)

6. Remise en état de tous les véhicules, groupes électrogènes et matériels de la réserve de matériel de l'ONU, compte tenu des besoins et des économies pouvant être réalisées (2010/11 : 100 %)

7. Déploiement d'une équipe chargée du système d'information géographique dans les missions nouvelles ou élargies, dans les 30 jours qui suivent la décision du Conseil de sécurité (2008/09 : dans les 30 jours; 2009/10 : dans les 30 jours; 2010/11 : dans les 30 jours)

8. Encadrement, par le Centre des normes et études techniques, des sections du génie des différentes missions afin qu'elles puissent rationaliser l'emploi des moyens financiers, normaliser les procédures de planification et de conception et simplifier l'établissement du budget

9. Intensification du contrôle centralisé des opérations aériennes au niveau mondial, y compris pour ce qui est de l'analyse coûts-avantages et de la sélection des appareils, l'objectif étant de réduire

maintien de la paix et de 6 participants de 3 organismes, fonds et programmes des Nations Unies.

Objectif atteint. 532 membres du personnel civil ont suivi la formation préalable au déploiement, la hausse du nombre de participants étant due à l'augmentation du nombre de recrues à former.

La disponibilité moyenne des stocks a été de 98,44 % dans le domaine du génie, de 95,53 % dans le domaine des transports et de 91,3 % dans celui des communications et des technologies de l'information.

Objectif atteint. CarLog a été installé sur tous les véhicules faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide qui ont été déployés.

Le délai moyen avant l'expédition des stocks a été de 38 jours ouvrables. Ce résultat inférieur à l'objectif est dû à des facteurs exogènes.

Objectif atteint. La remise en état de 5 véhicules protégés contre les mines a été menée à bien pour un coût inférieur à 10 % du coût d'acquisition. Des missions avaient besoin de toute urgence de ces véhicules, qui ont été expédiés dès les réparations terminées.

Aucun groupe électrogène ni aucun autre matériel n'a été reçu pendant l'exercice considéré.

Aucune nouvelle mission n'a été établie pendant la période à l'examen.

Un membre du personnel du Centre de gestion du système d'information géographique a été temporairement détaché à l'ONUCI dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la demande officielle, pour apporter une assistance technique aux fins de la configuration et de l'administration de systèmes géospatiaux et bases de données géographiques.

Objectif atteint. Le Centre des normes et études techniques a apporté son appui à la MONUSCO, au Centre de services régional d'Entebbe, à la MINUS et à l'UNSOA pour l'utilisation d'outils de planification standardisés.

Objectif atteint. Le Centre des opérations aériennes a effectué le suivi de 343 vols par mois et a réduit les coûts de 11 opérations aériennes par mois.

les dépenses liées aux opérations aériennes à l'échelle régionale et d'optimiser l'exploitation de la flotte (2009/10 : 8 vols par mois; 2010/11 : 12 vols par mois)

10. Disponibilité à 99,9 % des services de télécommunications par réseau (transmissions audiotélématiques et vidéoconférences) fournis aux opérations recevant un soutien du Département de l'appui aux missions (2008/09 : 99,9 %; 2009/10 : 99,9 %; 2010/11 : 99,9 %)

Objectif atteint : 99 %

11. Disponibilité à 99 % des services mondiaux de reprise après sinistre et de continuité des opérations touchant la messagerie électronique et les données fournis aux opérations de maintien de la paix par le biais du serveur centralisé de la Base et de son infrastructure de stockage (2010/11 : 99 %)

Objectif atteint : 99 %

12. Mise en service d'un centre opérationnel de communications secondaire actif à Valence

La mise en service progressive d'un centre opérationnel de communications secondaire actif à Valence devrait s'achever en juin 2012 au plus tard.

13. Augmentation de 5 % des services d'infirmierie destinés au personnel de la Base et aux stagiaires (2008/09 : 4 150 patients; 2009/10 : 4 300 patients; 2010/11 : 4 500 patients)

Le nombre de consultations médicales a diminué de 16,8 % pendant la période à l'examen; le nombre total de patients a été de 3 578.

Cette diminution s'explique principalement par les facteurs suivants : la proposition de créer des postes supplémentaires n'a pas été approuvée; à la suite du séisme qui s'est produit en Haïti, le Bureau italien de la vaccination publique de Brindisi a proposé de vacciner gratuitement les membres du personnel des Nations Unies, ce qui a eu pour effet de réduire le nombre de visites à l'infirmierie; et la distribution de trousse de voyage aux participants à la formation du personnel civil préalable au déploiement a été suspendue de décembre 2010 à juin 2011, ce qui a également réduit le nombre de visites.

14. Intensification des interventions de sûreté et de sécurité en cas de risques posés aux opérations et au personnel de la Base ainsi qu'à d'autres opérations des Nations Unies, au moyen de la mise en place d'une capacité d'intervention en cas d'urgence, 24 heures sur 24 et 365 jours par an

La proposition visant à créer 3 postes supplémentaires d'agent de sécurité n'a pas été approuvée. On a mis en place un service de sécurité en astreinte pour assurer la sécurité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

15. Gestion sans incident de toutes les opérations aériennes de la Base, de la FINUL, de la MANUI et de l'UNFICYP et maintien d'un niveau de risque acceptable, égal ou inférieur aux normes

Toutes les opérations aériennes ont été menées en sécurité, avec un niveau de risque inférieur ou égal aux normes, sauf à la FINUL et la MANUI, où il a été déterminé que certaines zones présentaient un risque élevé, les recommandations formulées au terme des évaluations de risques n'ayant pas été toutes mises en œuvre.

16. Maintien ou dépassement, par les missions établies, d'un taux d'occupation des postes de 80 % compte tenu des contraintes du plan d'action ressources humaines de chacune d'elles, au moyen de l'exploitation de fichiers de candidats présélectionnés (2010/11 : 80 %)

Les opérations de maintien de la paix ont maintenu un taux d'occupation des postes supérieur ou égal à 80 % pour le personnel civil recruté sur le plan international, principalement en se servant de fichiers de candidats approuvés par le Conseil central de contrôle pour le personnel des missions, à l'exception de la MONUSCO (79,5 %) et de la MINUAD (73,8 %).

Si le taux moyen d'occupation des postes a été de près de 80 % à la MONUSCO, le recrutement et la rétention du personnel ont continué de poser problème à la MINUAD du fait de conditions de vie et de travail difficiles.

17. Déploiement d'une équipe de la Force de police permanente dans les 7 jours qui suivent l'adoption d'une résolution par laquelle le Conseil de sécurité crée une composante de police dans une opération de maintien de la paix

Pendant la période à l'examen, le Conseil de sécurité n'a créé aucune mission nécessitant le déploiement d'une force de police dans un délai de 7 jours. La Force de police permanente a apporté son appui à la composante police d'opérations en cours et de la MANUI, du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et du bureau du PNUD au Tchad et a prêté assistance à la réalisation d'évaluations à la MINUS, à la MINUAD et au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République arabe syrienne.

18. Déploiement d'une équipe de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires dans les 7 jours qui suivent l'adoption d'une résolution par laquelle le Conseil de sécurité crée une composante justice et système pénitentiaire dans une opération de maintien de la paix, et renforcement, limité dans le temps, des moyens de ces composantes en cas de déficit critique

Objectif non atteint, à cause de retards de recrutement du personnel du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires.

19. Réduction de la consommation d'électricité du Centre de données commun au Département de l'appui aux missions et à la Base (2010/11 : 10 %)

Objectif atteint. La consommation d'électricité a été réduite de 20 % (elle est passée de 197 kW en juin 2010 à 155 kW en juin 2011).

20. Exploitation plus rationnelle du parc de véhicules de la Base

Objectif atteint. L'observation de l'utilisation qui est faite des véhicules a permis de réduire de 55 à 49 le nombre de véhicules lourds ou spécialisés, sans effet négatif sur les opérations. Les véhicules ainsi déclarés inutiles ont été mis à la disposition d'autres missions.

*Produits prévus*

*Produit(s)  
exécuté(s) :  
oui/non  
ou nombre      Observations*

### Services logistiques

Réception, inspection, entretien, configuration et déploiement du matériel faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide et de la réserve de matériel de l'ONU (véhicules, groupes électrogènes, bâtiments préfabriqués et matériel connexe, pièces de rechange et biens non durables)

Oui Des biens d'une valeur totale de 71,4 millions de dollars ont été reçus et inspectés et des biens d'une valeur totale de 30,4 millions de dollars ont été configurés et déployés. La Base a en outre assuré l'entretien de biens d'une valeur totale de 44,9 millions de dollars.

180 contrats de transport de fret léger conclus au niveau local et 17 marchés de transport de fret lourd conclus au Siège pour l'acheminement du matériel prélevé sur les stocks stratégiques pour déploiement rapide et la réserve de matériel de l'ONU ainsi que du matériel en transit destiné aux opérations de paix

Inventaire annuel à l'échelle des missions de tous les stocks stratégiques pour déploiement rapide, de la réserve de matériel de l'ONU et des stocks de la Base

Tenue, par visioconférence, de 12 réunions logistiques et tactiques avec 5 grandes missions afin d'intensifier l'appui aux missions, notamment en matière de stocks stratégiques pour déploiement rapide, d'envoi d'équipes d'appui technique et d'autres besoins

#### *Centre des opérations aériennes*

Pointage et contrôle de 12 appareils affrétés et poursuite de tous les appareils des Nations Unies effectuant des vols stratégiques

Sélection mensuelle, sur 12 mois, des types d'appareils à utiliser en fonction de l'attribution des missions et des analyses coûts-avantages menées chaque mois

#### *Centre des normes et études techniques*

Mise au point d'un modèle normalisé de conception des quartiers généraux et des camps, notamment pour ce qui est de planifier le budget des aspects techniques et de demander des stocks stratégiques pour déploiement rapide

164 Contrats de transport de fret aérien conclus au niveau local

Ce chiffre inférieur à l'objectif s'explique par le fait que les besoins des missions en matière de transports de fret conclus au niveau local ont été inférieurs aux prévisions.

15 Contrats de transport aérien de fret conclus au Siège

Oui Inventaire physique de 100 % des biens durables

12 Réunions logistiques tenues : UNSOA (3), Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) (3), MONUSCO (2), MINUAD (2), MINUS (2)

Oui Les 32 appareils affrétés effectuant des vols stratégiques ont fait l'objet d'un contrôle et d'un tracé de leur trajectoire. 28 appareils des Nations Unies effectuant des vols stratégiques ont fait l'objet d'un suivi de localisation. 2 appareils n'ont pas été suivis en raison de problèmes techniques et deux autres n'étaient pas équipés de système de localisation.

Le regroupement des ressources du Groupe des opérations aériennes et du Centre des opérations aériennes a en outre permis d'obtenir des synergies qui ont renforcé la capacité du Centre à suivre et contrôler les vols de l'ensemble de la flotte stratégique, qui comprend 32 appareils.

121 Analyses coûts-avantages ont été effectuées

Oui Le modèle de planification des camps est continuellement mis à jour et est accessible en ligne.

Administration d'une base de données et d'une bibliothèque techniques en ligne auxquelles toutes les missions ont accès et envoi de deux missions de vérification (auprès de la MINUAD et du Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie)

Oui La base de données techniques en ligne est constamment mise à jour et administrée. La bibliothèque en ligne a été établie et permet d'accéder aux normes techniques internationales.

Une mission de vérification a été menée auprès du Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie et une autre auprès de la MINUS, au lieu de la MINUAD, pour appuyer la planification de la mission qui succédera à la MINUS.

### *Section des transports*

Installation du système CarLog sur tous les véhicules faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide avant qu'ils soient envoyés aux missions, conformément aux normes minimales de sécurité opérationnelle

355 Véhicules faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide ont été expédiés après avoir été équipés du système CarLog

Organisation de 2 campagnes de sécurité routière à l'intention de tous les conducteurs de véhicules de la Base, de sorte à réduire le nombre d'accidents de la circulation

1 Campagne annuelle de sécurité routière a été menée. La deuxième campagne n'a pas eu lieu, le personnel chargé de la mener ayant été affecté ailleurs à titre temporaire.

Organisation, à la Base, de 12 exposés sur la sécurité routière à l'intention des personnels civils nouvellement recrutés qui suivent les stages de formation préalable au déploiement

23 Exposés sur la sécurité routière, ce nombre plus élevé que prévu étant dû à la hausse du nombre de participants aux séances de formation du personnel civil préalable au déploiement

Exploitation et entretien sur place, par l'atelier de mécanique, des 139 véhicules de la Base et entreposage et entretien d'un nombre de véhicules pour atteindre 1 092 faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide

139 Véhicules de la Base étaient opérationnels

171 Véhicules, modules et engins de manutention de la Base ont été entretenus et pris en charge.

451 Véhicules faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide ont été entretenus

292 Inspections de véhicule avant leur expédition

705 Tests périodiques de véhicules faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide

Achat de 125 000 litres de carburants, notamment diesel, et de lubrifiants destinés aux transports terrestres

97 643 Litres de diesel ont été achetés pour les transports terrestres. Cette diminution de la consommation de carburant s'explique principalement par la suspension du service de navette par autobus et l'utilisation de véhicules électriques.

Opération d'une navette quotidienne, 5 jours par semaine, pouvant transporter 12 fonctionnaires par jour d'un endroit à l'autre de la Base

Non Le service a été suspendu car le personnel de la Base y avait peu recours.

### **Section du génie**

Construction d'une installation qui abritera les services d'informatique et des communications et le matériel connexe, ainsi que les ingénieurs, les systèmes de données et les ateliers

Achèvement de la modernisation des installations électriques du secteur logistique afin d'approvisionner sans interruption en électricité le nouveau centre de données des services d'informatique et des communications

Construction d'une installation regroupant tout ce qui touche les communications par satellite, et en particulier du bâtiment B pouvant abriter les ingénieurs, les systèmes et les ateliers

Exploitation et entretien de 14 groupes électrogènes de la Base et opérations d'essai et d'entretien de 15 autres appartenant à la réserve de matériel de l'ONU ainsi que de 215 faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide

### **Centre de gestion du système d'information géographique**

Mise en place et développement d'un référentiel et d'une base de données géographiques sécurisés, comprenant des données mondiales de géovisualisation, notamment au moyen des bases de données géolocalisées des Nations Unies, du système Earth Enterprise, de la banque d'images et du catalogue des Nations Unies, pour toutes les opérations sur le terrain

Prestation d'un appui aux missions au moyen du système d'information géographique, notamment pour ce qui est de l'évaluation des ressources en eau souterraines, de l'analyse du terrain et de l'établissement d'un modèle de mobilité

Prestation de conseils techniques, organisation de trois stages de formation approfondie et assistance à la phase de lancement d'une mission au moyen du module d'intervention rapide livré en conteneurs

- Oui La première phase du projet, devant être menée pendant la période à l'examen, a été achevée et la deuxième phase, qui a débuté en juillet 2011, devrait s'achever en juin 2012.
- Non Un ordre d'exécution a été envoyé au prestataire de services et les travaux sont en cours.
- La première phase du projet susmentionné a été achevée au cours de l'exercice précédent. Du fait de la complexité des travaux à réaliser, la deuxième phase se poursuit conformément au calendrier fixé et devrait s'achever en juin 2012.
- Oui La première phase du projet, devant être menée pendant la période à l'examen, a été achevée et la deuxième phase a débuté en juillet 2011.
- 14 Groupes électrogènes de la Base
- 15 Groupes électrogènes de la réserve de matériel de l'ONU
- 215 Groupes électrogènes faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide
- Non La réplication de base de données géographiques a été effectuée pour deux missions (MINUAD et FINUL) et les bases de données d'autres missions sont en cours de réplication.
- Ce retard s'explique par le manque de standardisation de la structure des bases de données utilisées dans les missions sur le terrain.
- La géovisualisation (reproduction d'images sur le serveur) a été achevée à la MINUT.
- Oui Coordination des activités de prospection d'eaux souterraines à la MONUSCO
- Oui Formation technique dispensée au personnel du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
- 3 Stages de formation approfondie organisés sur la conception cartographique, les bases de données géographiques et l'analyse spatiale

Aucune assistance n'a été apportée à la phase de lancement d'une mission au moyen du module d'intervention rapide livré en conteneurs, le produit n'ayant pas été reçu du fournisseur pendant l'exercice considéré. Le module a été livré en août 2011 et est prêt à être déployé.

### **Section des fournitures**

Assemblage et entretien de 214 lots de nettoyage et 20 lots d'instruments devant être déployés auprès des missions

132 Lots de nettoyage disponibles

Aucun lot d'instruments n'a été expédié dans des missions; il n'a donc pas été nécessaire d'en assembler de nouveaux et il a seulement fallu entretenir les lots existants.

Sont en outre disponibles :

357 Lots individuels

27 Lots pour 25 personnes

16 Lots pour 50 personnes

16 Lots pour 100 personnes

### **Services informatiques et de communications**

Fourniture de 82 lignes téléphoniques E1 intermissions, de 53 lignes téléphoniques commerciales (réseau numérique à intégration de services), de 148 liaisons intermissions par satellite, de 17 liaisons louées, de 2 liaisons à haut débit par Internet et de 25 liaisons de vidéoconférence

84 Lignes téléphoniques E1 de réseau

56 Lignes téléphoniques E1 commerciales

157 Liaisons intermissions

23 Liaisons de vidéoconférence

17 Liaisons louées

2 Liaisons à haut débit par Internet

Entretien et exploitation des systèmes de communications de la Base, dont 745 postes téléphoniques (câblés et cellulaires), 201 combinés téléphoniques sans fil (norme DECT), et 572 appareils téléphoniques de bureau

815 Postes téléphoniques (câblés et cellulaires)

158 Combinés téléphoniques sans fil (norme Dect)

657 Appareils téléphoniques de bureau

Entretien et exploitation des systèmes de communications de la Base, dont 36 modules d'interface de ligne, 4 stations de base, 2 répéteurs, 8 postes de radio mobiles et 154 postes de radio à combiné

40 Lignes

7 Stations de base

2 Répéteurs

9 Postes de radio mobiles

149 Postes de radio à combiné

38 Lignes de communication actives

Fourniture, au moyen de 38 lignes de communication actives, de services de connexité à la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, à la CEA, au Centre international de calcul, à la Commission internationale contre



l'impunité au Guatemala, au Tribunal pénal international pour le Rwanda, au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, à l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges, à l'Office des Nations Unies à Nairobi, au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, au Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et au PAM

Entretien et exploitation d'un parc informatique comprenant 170 commutateurs, 15 pare-feu, 672 serveurs, 187 systèmes Cisco et 28 systèmes de stockage de données haut de gamme pour usage externe au niveau mondial

Entretien et exploitation d'un parc informatique comprenant 566 ordinateurs de bureau, 130 ordinateurs portables, 99 imprimantes, 8 traceurs, 37 enregistreurs numériques, et 2 bibliothèques de bandes pour usage interne

Hébergement, maintenance et assistance de 6 applications centrales (gestion du matériel, systèmes financiers et systèmes d'achat, messagerie Web, sites Web et répliques de Lotus Notes) pour toutes les missions

Stockage des données de production et de la base de données relative au courrier électronique en vue d'assurer la continuité des opérations et la reprise après sinistre (capacité de stockage de 556 téraoctets)

Hébergement de 79 applications pour les services du Siège (Bureau des technologies de l'information et des communications; Bureau de la gestion des ressources humaines; Bureau de la planification des programmes; du budget et de la comptabilité; Département de l'appui aux missions; Département des opérations de maintien de la paix), UNRWA et CEA

Achèvement des phases II et III de la mise en place de la Base d'appui de Valence

172 Commutateurs

15 Pare-feu

889 Serveurs

192 Systèmes Cisco

28 Systèmes de stockage de données haut de gamme pour usage externe au niveau mondial ont été maintenus en état.

707 Ordinateurs de bureau

102 Ordinateurs portables

90 Imprimantes

7 Traceurs

49 Enregistreurs numériques

2 Bibliothèques de bandes

8 Applications centrales, comprenant 2 applications supplémentaires : Field Support Suite et Sametime

599 Téraoctets de stockage de données mis à disposition

79 Applications hébergées

Non Les première et deuxième phases de la mise en place de la Base d'appui de Valence ont été achevées; la troisième phase le sera quand les tests et vérifications finals auront été menés à bien.

Les activités d'installation et tests prévus dans le cadre de la troisième phase étaient achevés à la date du 30 juin 2011. La mise en service progressive de la Base d'appui, qui est associée au plan de renforcement des moyens d'appui de la Base de soutien logistique, devrait s'achever en juin 2012 au plus tard.

### Services d'appui

Administration de 379 fonctionnaires civils en moyenne, y compris les personnels civils de la Force de police permanente et du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires	327	Fonctionnaires civils administrés
Vérification des références présentées par 1 250 candidats internes et externes à des postes des opérations de maintien de la paix	1 103	Vérifications des références présentées par des candidats
Prestation et coordination d'un appui administratif et d'un soutien logistique aux fins de la tenue de 200 exposés et stages de formation	220	Stages, réunissant 2 858 participants, en fonction de la demande
Prestation de services médicaux (4 500 consultations, examens médicaux et assistance connexe au personnel de la Base, aux stagiaires et aux membres de la Force de police permanente)	3 578	Consultations Le fait que ce chiffre est inférieur à l'objectif fixé est expliqué dans le paragraphe consacré à l'indicateur de succès 13 ci-dessus.
Tenue, à l'occasion des stages préalables au déploiement, de 24 séances d'information sur les conditions sanitaires à l'occasion des stages préalables au déploiement, ainsi que 10 stages sur les infections sexuellement transmissibles et 10 autres sur l'infection par le VIH et le sida à l'intention du personnel de la Base	24 10 6	Séances d'information sur les conditions sanitaires Stages sur les infections sexuellement transmissibles Séances d'information sur le VIH Seules 6 séances de formation sur le VIH ont été dispensées car le coordonnateur de la lutte contre le VIH n'a été habilité qu'en octobre 2011 à dispenser la formation requise.
Entretien de 53 bâtiments en dur (43 790 m <sup>2</sup> ), de 15 autres bâtiments du secteur exploitation, réparation et entretien (5 240 m <sup>2</sup> ), de 13 modules à parois souples (7 215 m <sup>2</sup> ), de 73,5 modules préfabriqués (conteneurs) dans 20 bâtiments, de 343 028 mètres carrés de terrains non bâtis à Brindisi et 778 000 mètres carrés sur le site de San Pancrazio, dont 50 940 mètres carrés d'entrepôts à ciel ouvert à Brindisi et 78 000 mètres carrés à San Pancrazio, de 138 088 mètres carrés de routes et aires de stationnement à Brindisi et 13 960 mètres carrés à San Pancrazio ; tout ceci au moyen de 34 contrats de services (14 relatifs à des services d'entretien	53 15 13 53 343 028 m <sup>2</sup> 50 940 m <sup>2</sup>	Bâtiments Bâtiments du secteur exploitation, réparation et entretien Modules à parois souples Modules préfabriqués De terrains non bâtis D'entrepôts Le site de San Pancrazio a été restitué aux autorités locales et ne fait plus partie de la Base de soutien logistique.

des bâtiments, 7 relatifs à l'entretien du périmètre, 4 relatifs aux services de distribution, et 9 accords d'achat général de fournitures)

Rénovation de 3 bâtiments et du sous-sol de l'aile d'un bâtiment

Oui La rénovation des 3 bâtiments et du sous-sol a été achevée.

#### **Bureau de la sécurité**

Prestation de services de sécurité 24 heures sur 24 et 365 jours par an, dans le périmètre de la Base

Non Un service de sécurité en astreinte, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, a été mis en place. Les services de sécurité des Nations Unies sont présents sur les lieux de 7 h 30 à 20 heures, du lundi au vendredi. Il n'a pas été possible d'assurer des services de sécurité sur place en permanence car la création proposée de 3 postes d'agent de sécurité supplémentaires n'a pas été approuvée.

Mise au point définitive du plan de sécurité de la Base, conforme aux exigences du Département de la sûreté et de la sécurité

Non Le plan de sécurité de la Base a dû être révisé pour être mis en conformité avec le nouveau système de niveaux d'insécurité de l'ONU, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Exploitation d'un dispositif de surveillance vidéo dans le périmètre de la Base

Oui 28 caméras de télévision en circuit fermé ont été installées.

#### **Bureau régional de la sécurité aérienne**

Mises à jour annuelles du programme de prévention des accidents aériens et du plan d'intervention d'urgence de la Base et de chacune des missions qui y sont rattachées (FINUL, MANUI, MINUNEP et UNFICYP)

Oui Les plans d'intervention d'urgence de la Base, de la FINUL, de la MANUI, de la Mission des Nations Unies au Népal (MINUNEP) et de l'UNFICYP et les programmes de prévention des accidents aériens de la Base, de la FINUL, de la MANUI et de l'UNFICYP ont été mis à jour. Le mandat de la MINUNEP a pris fin avant la mise à jour du Programme de sécurité aérienne.

Envoi de 9 missions d'assistance à la sécurité aérienne auprès de missions rattachées à la Base pour une formation au programme de prévention des accidents aériens (FINUL : 3; MANUI : 3; et UNFICYP : 3)

9 Missions d'assistance à la sécurité aérienne ont été menées comme prévu.

Réalisation de 16 études d'appréciation des risques relatifs aux opérations aériennes à la Base et dans les missions qui y sont rattachées

14 Études d'appréciation des risques ont été réalisées (MINUNEP : 2; MANUI : 4; FINUL : 4 et UNFICYP : 4).

Publication de 12 bulletins d'information sur la sécurité aérienne à l'intention des missions rattachées à la Base et présentation de 12 exposés relatifs à la sécurité aérienne aux personnels civils nouvellement recrutés, dans le cadre des stages préalables au déploiement qui se déroulent à la Base

12 Bulletins d'information sur la sécurité aérienne  
14 Exposés présentés lors de la formation du personnel civil préalable au déploiement

Envoi de 2 missions d'enquête auprès des transporteurs aériens de la région

Non Aucune mission d'enquête n'a été menée, les activités prévues ayant été effectuées par le Siège de l'ONU.

### Conseil central de contrôle pour le personnel des missions

1 300 dossiers envoyés au Conseil central de contrôle pour le personnel des missions (1 000 traités et 300 en cours d'examen ou en instance) et examen de ces dossiers par les missions concernées

- 1 712 Dossiers ont été envoyés au Conseil central de contrôle pour le personnel des missions.
- 1 659 Dossiers ont été traités et leur examen achevé.
- 53 Dossiers sont en cours d'examen par les missions concernées ou en instance.

### Unités hébergées

#### *Force de police permanente*

Envoi de 2 missions d'assistance auprès de la composante police d'opérations de maintien de la paix en cours, pendant 3 mois, en vue de dispenser des conseils d'experts en matière de réforme et d'instruction, et exécution d'activités relatives au système pénitentiaire en vue de contribuer au renforcement des capacités nationales de maintien de l'ordre

Création ou renforcement des composantes police de 2 missions nouvelles ou élargies aux effectifs d'importance moyenne

Prestation d'une assistance pour 4 études d'évaluation de la composante police d'opérations de maintien de la paix et de missions politiques spéciales

- 4 Missions d'assistance auprès de la composante police d'opérations de maintien de la paix en cours (MINUS, ONUCI, MONUSCO et Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest)
- En outre :

- 6 Missions d'assistance auprès de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime au Sénégal, au Libéria et en Sierra Leone et auprès du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et du BINUGBIS

- 3 Nouvelles composantes police à la MANUI, au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et au PNUD au Tchad

- 3 Études d'évaluation de la composante police ont bénéficié d'une assistance (à la MINUS, à la MINUAD et au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République arabe syrienne)

Ce produit est inférieur à l'objectif fixé, le nombre de demandes d'évaluation ayant été plus faible que prévu.

#### *Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires*

Lancement des opérations du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires et réalisation d'études schématiques et d'analyses de la situation du secteur judiciaire et pénitentiaire, suivi de la prestation d'une assistance aux responsables nationaux de ce secteur en vue de la remise en état des infrastructures, de l'équipement et du renforcement des capacités dans le respect des priorités stratégiques nationales

Intensification des activités des opérations de paix établies concernant le secteur judiciaire et pénitentiaire, au moyen d'une assistance ciblée et limitée dans le temps et de l'envoi auprès d'opérations de maintien de la paix, pour de courtes

- Non Objectif non atteint en raison des retards enregistrés dans le recrutement du personnel du Corps permanent

- Non Objectif non atteint en raison des retards enregistrés dans le recrutement du personnel du Corps permanent

périodes, d'équipes de renfort en cas de manque de personnel ou de recrudescence des besoins

### *Service intégré de formation*

Organisation de stages préalables au déploiement à l'intention de 300 membres du personnel civil nouvellement recrutés 532 membres du personnel civil ont suivi une formation préalable au déploiement

## III. Exécution du budget

### A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) – (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
<b>Personnel civil</b>				
Personnel recruté sur le plan international	13 350,6	14 186,2	(835,6)	(6,3)
Personnel recruté sur le plan national	18 689,2	17 261,9	1 427,3	7,6
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	2 698,4	2 737,1	(38,7)	(1,4)
<b>Total partiel</b>	<b>34 738,2</b>	<b>34 185,2</b>	<b>553,0</b>	<b>1,6</b>
<b>Dépenses opérationnelles</b>				
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	699,1	649,6	49,5	7,1
Voyages	1 075,9	1 113,6	(37,7)	(3,5)
Installations et infrastructures	13 061,3	12 206,8	854,5	6,5
Transports terrestres	691,2	681,4	9,8	1,4
Transports aériens	–	–	–	–
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Communications	7 977,0	7 029,8	947,2	11,9
Informatique	8 397,3	8 398,4	(1,1)	(0,0)
Santé	297,4	237,1	60,3	20,3
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1 233,2	3 614,7	(2 381,5)	(193,1)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
<b>Total partiel</b>	<b>33 432,4</b>	<b>33 931,5</b>	<b>(499,1)</b>	<b>(1,5)</b>
<b>Total brut</b>	<b>68 170,6</b>	<b>68 116,7</b>	<b>53,9</b>	<b>0,1</b>
Recettes provenant des contributions du personnel	5 136,5	5 374,3	(237,8)	(4,6)
<b>Total net</b>	<b>63 034,1</b>	<b>62 742,4</b>	<b>291,7</b>	<b>0,5</b>

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Contributions volontaires en nature (budgétisées) <sup>a</sup>	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>68 170,6</b>	<b>68 116,7</b>	<b>53,9</b>	<b>0,1</b>

## B. Informations sommaires concernant les virements entre chapitres

(En milliers de dollars des États-Unis)

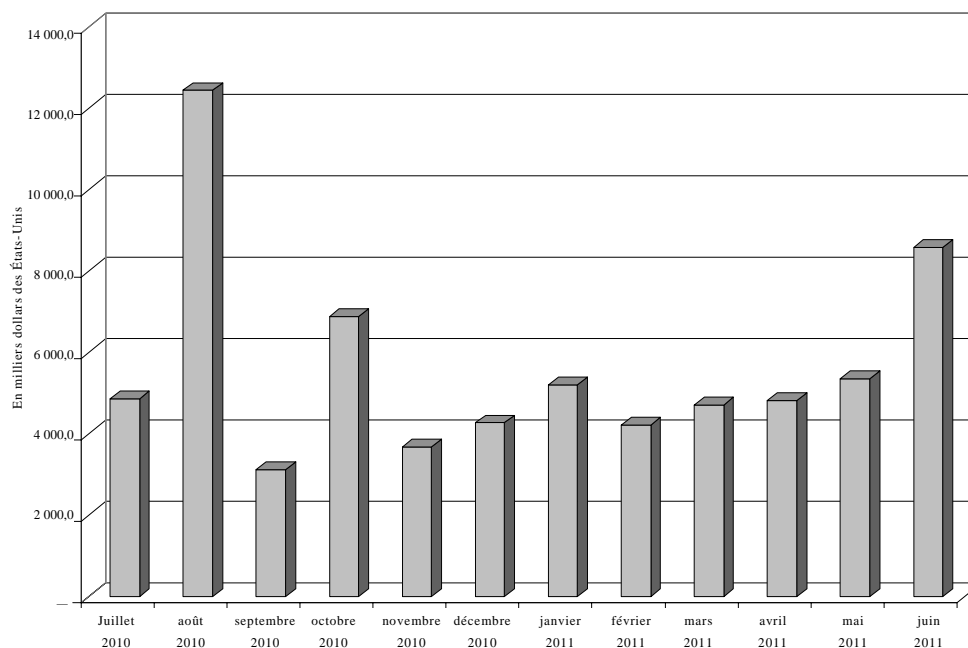
Chapitre	Allocation initiale	Virement	Allocation révisée
II. Personnel civil	34 738,2	(524,5)	34 213,7
III. Dépenses opérationnelles	33 432,4	524,5	33 956,4
<b>Total</b>	<b>68 170,6</b>	<b>—</b>	<b>68 170,6</b>

Pourcentage des virements par rapport  
au total des crédits ouverts

0,8 %

21. Il a été décidé pendant l'exercice de virer des crédits de la rubrique du personnel civil à celle des dépenses opérationnelles afin de compenser en partie les pertes de change.

## C. Répartition mensuelle des dépenses



22. Le niveau élevé des dépenses enregistré en début d'exercice a été imputable principalement à l'engagement des crédits nécessaires pour financer des dépenses renouvelables et honorer d'autres contrats conclus au titre de l'exercice 2010/11. En octobre 2010, les dépenses ont augmenté du fait de la nécessité d'engager des ressources supplémentaires en vue de régler certains achats effectués en début d'exercice. La hausse des dépenses enregistrée en juin 2011 s'explique principalement par la comptabilisation, en fin d'exercice, des pertes de change et des sommes versées à des vacataires en règlement de leurs demandes de remboursement.

#### D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	1 331,2
Recettes diverses ou accessoires	1 320,5
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	244,5
<b>Total</b>	<b>2 896,2</b>

#### E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions volontaires en nature (non budgétisées) <sup>a</sup>	20 548,7
<b>Total</b>	<b>20 548,7</b>

<sup>a</sup> Compte tenu de la valeur des bâtiments à usage de bureaux, ateliers, entrepôts et terrains non bâtis mis à la disposition de la Base par le Gouvernement italien (2 348 700 dollars) et de la deuxième phase d'une contribution du Gouvernement espagnol, devant être versée sur deux ans au titre des terrains, des bâtiments et du mobilier de bureau pour créer un centre de communications secondaire actif à Valence (26 millions d'euros environ).

### IV. Analyse des écarts<sup>1</sup>

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>	(835,6)	(6,3 %)

23. Le dépassement de crédits s'explique principalement par des dépenses de personnel plus élevées que prévu, en grande partie dues aux frais de voyage à l'occasion du recrutement et aux primes d'affectation liés au personnel nouvellement recruté sur le plan international, ainsi que par une augmentation de 12,8 points de l'indemnité de poste à Brindisi à compter du 1<sup>er</sup> juin 2011.

<sup>1</sup> Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Ne font l'objet d'une analyse que les écarts de plus ou moins 5 % ou 100 000 dollars.

	<i>Écart</i>	
<b>Personnel recruté sur le plan national</b>	1 427,3	7,6 %

24. L'économie réalisée est principalement due aux fluctuations du taux de change. Le taux de change a été de 0,74 euro pour 1 dollar des États-Unis pendant l'exercice considéré, alors que le taux retenu lors de l'élaboration du budget était de 0,70 euro pour 1 dollar.

	<i>Écart</i>	
<b>Consultants</b>	49,5	7,1 %

25. Le solde inutilisé s'explique en partie par le moindre recours aux consultants en formation, du fait des retards enregistrés dans la mise en œuvre du programme de formation à la certification des compétences en matière d'achats, ainsi que par les frais de voyage plus bas que prévu du consultant chargé de mettre en œuvre le système EarthMed à la Base de Brindisi. Ces économies ont été partiellement annulées par le recours à des services-conseils pour l'élaboration, selon les lois et réglementations locales, du contrat de maintenance des installations de la Base d'appui de Valence (Espagne), pour lequel aucun crédit n'avait été inscrit au budget.

	<i>Écart</i>	
<b>Installations et infrastructures</b>	854,5	6,5 %

26. Le solde inutilisé est en partie dû au report de la mise en place du système électrique dans la zone logistique et à l'annulation de l'installation de systèmes de prévention des incendies, de la modernisation des routes et aires de circulation de la zone logistique et de la rénovation de certaines zones, des crédits ayant dû être réaffectés à la catégorie de dépenses Fournitures, services et matériel divers, afin de compenser en partie les pertes de change et dépenses afférentes au règlement de demandes de remboursement.

	<i>Écart</i>	
<b>Transmissions</b>	947,2	11,9 %

27. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le matériel de communication par satellite n'a pas été remplacé comme il était prévu de le faire, des crédits ayant dû être réaffectés à la catégorie de dépenses Fournitures, services et matériel divers, afin de compenser en partie les pertes de change et dépenses afférentes au règlement de demandes de remboursement.

	<i>Écart</i>	
<b>Services médicaux</b>	60,3	20,3 %

28. Le solde inutilisé est imputable au fait que les frais de gestion des stocks ont été moins élevés que prévu, en raison de la réduction des stocks d'articles médicaux faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide entreposés en Allemagne, qui n'ont pu être reconstitués après l'envoi d'articles dans les missions de maintien de la paix, du fait des retards enregistrés dans la mise en œuvre des procédures d'achat d'un nouveau contrat-cadre.



	<i>Écart</i>	
<b>Fournitures, services et matériel divers</b>	(2 381,5)	(193,1 %)

29. Le dépassement de budget s'explique principalement par les pertes de change et la comptabilisation des sommes négociées au titre du règlement des demandes d'indemnité de six anciens vacataires.

## V. Exécution du budget : stocks stratégiques pour déploiement rapide

### Ressources financières

30. Le montant total du financement alloué aux stocks stratégiques pour déploiement rapide pendant l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 a représenté 76,3 millions de dollars, dont un montant de 41 millions de dollars reporté de l'exercice antérieur et un montant de 35,3 millions de dollars correspondant à la valeur de remplacement des stocks stratégiques pour déploiement rapide livrés à des missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales. Un montant de 65,5 millions de dollars a été affecté au solde des fonds pour 2011/12. L'état des fonds et des opérations découlant de la reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide est présenté dans les tableaux ci-dessous.

### Coût de la reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide livrés aux missions

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011)

<i>Opération bénéficiaire</i>	<i>Montant</i>
<b>Opérations de maintien de la paix</b>	
Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti	10 706,9
Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire	7 204,8
Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	3 381,2
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour	2 449,8
Mission des Nations Unies au Libéria	2 338,7
Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie	2 093,5
Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo	896,8
Force intérimaire des Nations Unies au Liban	800,5
Mission des Nations Unies au Soudan	715,7
Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste	578,3
Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement	416,0
Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)	238,5
Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	19,9
<b>Total partiel</b>	<b>31 840,6</b>

<i>Opération bénéficiaire</i>	<i>Montant</i>
<b>Missions politiques spéciales, missions de consolidation de la paix et autres bénéficiaires</b>	
Bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	2 044,7
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	805,7
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	226,3
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest	150,1
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	144,3
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine	42,8
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone	15,2
Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine	14,4
<b>Total partiel</b>	<b>3 443,5</b>
<b>Coût total de la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice</b>	<b>35 284,1</b>

**Mouvements de stocks stratégiques pour déploiement rapide et catégories de dépenses**

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011)

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Report du solde des fonds pour l'exercice 2009/10	41 056,2
Coût de la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice 2010/11	35 284,1
<b>Valeur totale</b>	<b>76 340,2</b>
Report du solde des fonds pour l'exercice 2011/12	(65 597,1)
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	3 355,0
Recettes accessoires	—
<b>Dépenses totales de l'exercice</b>	<b>14 098,1</b>
<b>Catégories de dépenses</b>	
Installations et infrastructures	4 876,4
Transports terrestres	4 408,4
Transmissions	347,5
Informatique	64,3
Services médicaux	263,0
Matériel spécial	—
Fournitures, services et matériel divers	4 138,5
<b>Dépenses totales de l'exercice</b>	<b>14 098,1</b>

---

## **VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre**

31. En ce qui concerne le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011, à savoir 53 900 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2011, qui s'élèvent à 2 896 200 dollars, provenant d'intérêts créditeurs (1 331 200 dollars), de recettes diverses ou accessoires (1 320 500 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (244 500 dollars).

---